

La pêche loisir se veut éco-responsable

Déclaration de pêche, marquage des poissons, la charte signée hier avec les ministères de l'Environnement et de l'Agriculture et la Pêche responsabilise les pêcheurs amateurs.

Deux millions et demi de pratiquants, un poids économique de plus de 2 milliards d'euros : la pêche loisir pèse lourd. Son impact sur la ressource halieutique est à la hauteur de l'engouement qu'elle suscite. On estime qu'elle prélève plus de 30 000 tonnes de poissons, coquillages et crustacés chaque année. « **Pour certaines espèces, comme le bar (5000 tonnes), c'est autant que la pêche professionnelle** », souligne Bruno Le Maire, ministre de l'Agriculture et de la Pêche. D'où des conflits d'intérêts parfois virulents. Dans le cadre du Grenelle de la mer, une charte « **pour une pêche maritime éco-responsable** » a été élaborée. Deux années de discussions, parfois houleuses, ont été nécessaires. « **Une mission délicate** », souligne Gérard d'Aboville, président du Conseil supérieur de la navigation de

plaisance et animateur des débats. « **Nous avons envisagé un permis.** » Fausse bonne idée. « **Il n'aurait servi à rien contre le braconnage. Or, notre principale préoccupation est d'éviter la revente.** » Les poissons marqués Peu favorables au marquage des poissons, les cinq fédérations de pêche ont finalement accepté cette mesure. « **Effectué à la sortie de l'eau, le marquage permettra d'identifier le poisson pêché par des amateurs.** » Donc plus difficile à commercialiser. Elles ont aussi admis la déclaration d'activité. « **Lors de cette déclaration préalable et gratuite, l'utilisateur recevra une information complète sur la réglementation et les sanctions potentielles en cas d'infraction.** » Elles ont également suggéré de « **respecter un repos biologique pour certaines espèces, de lutter contre le braconnage, tout en réclamant une meilleure prise en compte de nos fédérations** », rappelle Jean Kiffer, président de la [Fédération] française des pêcheurs plaisanciers et sportifs de France. Un comité

de suivi national va être mis en place. « **Il sera composé des signataires de la charte et d'associations de protection de l'environnement** », précise Jean-Louis Borloo, ministre de l'Environnement. Un bilan global sera établi au bout de deux années. « **Nous signons cette charte avec plaisir** », a commenté Daniel Lefèvre, vice-président du Comité national des pêches maritimes. « **Elle reprend des éléments de ce qui se pratique déjà en Manche et Mer du Nord depuis 2004 entre professionnels et plaisanciers qui ont su nouer le dialogue.** » Selon les dernières statistiques, Normandie, Bretagne et Pays de la Loire sont les trois régions où la pêche loisir est la plus active. Jean-Pierre BUISSON.